

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

Comptes annuels 2025 audités Lombard Odier (Europe) S.A.

comptes annuels audités.

pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025

03

rapport des administrateurs

08

rapport d'audit

15

comptes annuels

45

contacts

Lombard Odier (Europe) S.A.

Société anonyme

291, route d'Arlon

L-1150 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B169 907

rapport des administrateurs.

Généralités

Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque » ou « LOESA ») offre des services de gestion de fortune à des familles fortunées en Europe par le biais de ses succursales implantées au Luxembourg, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni. A une échelle plus limitée, la Banque offre également ses services à des gérants de fortune externes européens agréés, implantés principalement au Luxembourg et en Belgique, et propose des facilités de crédit, garanties par les portefeuilles d'investissement des clients qui sont diversifiés et liquides.

Revue de l'exercice 2025 et perspectives pour 2026

Performance commerciale et financière

En 2025, la Banque est restée entièrement alignée sur l'engagement de longue date du Groupe Lombard Odier (le « Groupe ») en faveur d'une croissance organique durable sur ses marchés clés, tout en renforçant son positionnement de gestionnaire de fortune indépendant de premier plan, au service d'une clientèle privée et de certains clients institutionnels.

Dans la continuité des solides bases posées ces dernières années, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique avec discipline et dynamisme. La transition intervenue au sein de la Direction autorisée au début de l'année a été fluide et n'a perturbé ni le processus décisionnel ni les initiatives stratégiques en cours.

D'un point de vue commercial, l'exercice 2025 a mis en évidence une résilience encourageante sur notre clientèle existante. L'érosion de la base de clientèle existante est restée limitée et largement inférieure aux niveaux historiques. En parallèle, une excellente performance d'investissement (figurant parmi les meilleures du marché, notamment pour son produit phare, les mandats discrétionnaires) a généré de nouveaux apports d'actifs nets provenant des clients existants.

L'acquisition de nouveaux clients a été particulièrement importante au premier semestre, soutenue par une dynamique commerciale dopée par les investissements des années précédentes dans les forces commerciales. L'activité a ralenti au second semestre, dans le contexte d'une plus grande prudence des investisseurs européens face à une incertitude géopolitique persistante.

Cette dynamique s'est directement répercutée sur les résultats financiers de la Banque. Les commissions ont augmenté de 10% par rapport à 2025, supportées par une activité d'investissement robuste, un volume transactionnel important, des conditions de marché et de change favorables et la performance des portefeuilles en exécution. La Banque a créé de la valeur tout en préservant une offre de produits et service compétitive et transparente.

Financement et repositionnement du bilan

En 2025, la Banque a continué à renforcer sa gamme de produits rémunérés afin de diversifier ses sources de financement.

Après le lancement des dépôts fiduciaires à terme (destinés aux clients d'autres entités du Groupe) en 2023 et des dépôts client à terme en 2024, les produits à préavis 48 heures ont été déployés en septembre 2025. Parallèlement, l'arrêt des dépôts fiduciaires externes a entraîné une importante conversion vers des dépôts fiduciaires figurant désormais au bilan, ce qui a renforcé le bilan.

Informations financières et non financières

Les états financiers 2025 de la Banque couvrent les activités effectuées au Luxembourg et dans les succursales de la Banque situées en Belgique, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni. La succursale britannique est approuvée et reconnue par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority en tant que « Third Country Branch with banking authorisation to carry out business in the United Kingdom » (succursale dans un pays tiers bénéficiant d'un agrément bancaire lui permettant d'exercer des activités au Royaume-Uni).

La contribution de chaque entité aux actifs totaux de la clientèle de la Banque reflète la diversification géographique de ses activités. Le siège social luxembourgeois et la succursale britannique ont chacun représenté 24% des actifs totaux de la clientèle, suivis par la France (20%), la Belgique (16%), l'Espagne (10%) et l'Italie (6%).

Au 31 décembre 2025, la Banque a publié un bénéfice net de EUR 10'691'293, contre EUR 12'922'609 en 2024. Cette légère baisse s'explique principalement par une hausse des coûts supérieure à celle des revenus.

Le bilan a augmenté et atteint EUR 3'961'769'002 (2024 : EUR 3'124'578'462), sous l'effet de l'expansion continue des dépôts fiduciaires du Groupe. Les capitaux propres se sont encore renforcés, atteignant EUR 163'346'740 (2024 : EUR 152'655'447).

Le ratio de solvabilité, incluant le bénéfice net de 2025, s'élevait à 20,3% (2024 : 21,6%), se maintenant ainsi largement au-dessus des exigences réglementaires et confirmant la solidité financière de la Banque.

Ressources humaines et organisation

En décembre 2025, la Banque a atteint un nombre d'effectifs record de 225 employés, reflétant à la fois ses ambitions commerciales et les investissements continus dans la fidélisation des talents.

Le taux de renouvellement du personnel est passé en deçà de 5%, son plus bas niveau depuis quatre ans, signe d'une stabilité organisationnelle retrouvée et d'un engagement renforcé des employés dans toutes les régions.

Perspectives pour 2026

En 2026, la Banque table sur un environnement mondial toujours incertain, caractérisé par des tensions géopolitiques. Les marchés financiers devraient rester très volatils.

Dans ce contexte, les investissements prendront davantage de temps à se traduire en apports d'actifs et en revenus. Compte tenu de l'évolution des taux d'intérêt, de la diversification des sources de financement et des projections des dépôts des clients, la marge nette d'intérêt devrait rester stable en 2026. Une gestion prudente des coûts continuera à être adoptée.

En 2026, nos priorités consisteront, entre autres, à maintenir notre solide dynamique commerciale tout en accélérant l'acquisition de clients, grâce aux nouveaux banquiers recrutés et aux équipes en place. La Banque continuera à limiter l'érosion des actifs en développant encore davantage les relations multigénérationnelles avec ses clients et en mettant en avant son positionnement unique de banque des entreprises familiales, avec une solide performance d'investissement.

La banque continuera à recruter sélectivement, tout en continuant à renforcer l'intégration à long terme des collaborateurs recrutés ces deux dernières années.

L'accent continuera à être mis sur les initiatives d'efficience opérationnelle, en se concentrant sur l'amélioration des processus qui permettent de libérer du temps commercial avec un impact rapide.

Malgré un environnement géopolitique instable, les ratios prudentiels de la Banque resteront solides et supérieurs aux exigences réglementaires.

L'exposition de la Banque aux tensions géopolitiques au Proche-Orient est très limitée, tant en termes d'actifs sous gestion qu'en termes de garanties. La Banque surveille continuellement la situation, notamment ses implications macroéconomiques.

Gestion des risques

Stabilité financière et profil de risque faible sont des objectifs stratégiques du Groupe Lombard Odier. La Banque a défini un appétit au risque conservateur, pour chaque type de risque découlant des activités quotidiennes le niveau de risque acceptable est défini. La Banque offre des comptes et des services d'investissement principalement à des clients privés, et dans certaines limites, des facilités de crédit, garanties par des portefeuilles clients liquides et diversifiés. L'excédent de liquidités est placé auprès de banques centrales ou d'autres entités du Groupe et la Banque investit dans des obligations considérées comme des « actifs liquides de haute qualité ». La Banque n'effectue aucune activité de trading pour compte propre.

Les risques sont surveillés de près au moyen d'un modèle reposant sur trois lignes de défense. Les unités opérationnelles sont la première ligne de défense, les fonctions indépendantes Risque et Conformité la seconde (en collaboration avec les responsables de la conformité locaux de chaque succursale) et l'Audit interne la troisième.

La Banque procède à l'évaluation annuelle de son capital interne (« Internal Capital Adequacy Assessment Process », ICAAP) et de sa liquidité (« Internal Liquidity Adequacy Assessment Process », ILAAP), en tenant compte des risques qui ne sont pas entièrement appréhendés par les ratios réglementaires. Ces évaluations sont complétées par un Recovery plan semestriel (modèle simplifié).

Conformément aux réglementations en vigueur, la Banque publie également un rapport annuel spécifique « Pilier III » sur son site Internet.

Le profil global de risque opérationnel et financier de la Banque est considéré comme faible, soutenu par un cadre de contrôle et de surveillance adéquat. Les principaux risques financiers identifiés par les processus d'évaluation internes sont décrits ci-après.

Risques de marché

Risque de change

La Banque opère essentiellement en Europe, au Royaume-Uni et en Suisse et utilise l'euro comme monnaie fonctionnelle. Le risque de change concerne principalement les positions et les transactions en francs suisses, en dollars américains et en livres sterling et, dans une moindre mesure, dans d'autres devises qu'elle détient pour le compte des clients. Quelques expositions au risque de change découlent des besoins opérationnels, par exemple pour les swaps de trésorerie détenus à des fins de gestion du bilan ou le règlement de factures de fournisseurs libellées en monnaie étrangère. Les positions en monnaie étrangère sont surveillées quotidiennement et sont généralement neutralisées au moyen de transactions avec d'autres entités du Groupe. L'appétit au risque de la banque n'autorise qu'un petit volume d'expositions aux monnaies étrangères de type « overnight » (au jour le jour). Il est également possible que le volet « au comptant » des swaps de change crée des expositions temporaires, mais celles-ci sont compensées par le volet « à terme ».

Risque de cours

La Banque détient dans son propre portefeuille un nombre limité d'obligations, considérées comme des « actifs liquides de haute qualité », en vue de satisfaire aux exigences en matière de liquidité et de solvabilité et de gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (« Interest Rate Risk in the Banking Book », IRRBB). Ces positions sont généralement détenues jusqu'à leur échéance et, pour cette raison, le risque de cours est compensé par un rendement à maturité positif.

Risque de taux d'intérêt

La Banque est exposée au risque de taux d'intérêt sur les actifs portant intérêt (tels que les avoirs auprès des banques centrales, les crédits et avances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle et le portefeuille d'investissement) et sur les dettes productives d'intérêts (essentiellement des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle).

La Banque n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt. Le Forum Assets & Liabilities Management de la Banque surveille l'exposition au risque de taux d'intérêt et détermine les éventuelles mesures d'atténuation à prendre. Des tests de résistance trimestriels sont mis en œuvre, conformément aux exigences de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») et de l'Autorité bancaire européenne (« ABE »).

Tout au long de l'année, la Banque a globalement respecté les seuils réglementaires et internes des tests de résistance relatifs à la valeur économique des capitaux propres et à la marge nette d'intérêt. La seule exception a été un dépassement en fin d'année dans l'un des scénarios (choc baissier parallèle de 200 points de base), principalement en raison de la croissance du bilan et des variations de la durée des actifs. Cette situation devrait être résolue avec l'évolution du bilan en 2026.

Risque de crédit, de contrepartie et de concentration

L'exposition au crédit client reste relativement limitée et découle principalement de l'activité de crédit lombard, conformément aux niveaux de tolérance au risque approuvés par le Conseil d'administration, les crédits étant généralement entièrement garantis par des actifs liquides et diversifiés détenus au sein des portefeuilles des clients.

La politique relative au risque de crédit et de contrepartie définit des règles prudentes pour l'évaluation des garanties et un suivi quotidien veille à ce que les crédits accordés ne dépassent pas la valeur des garanties.

Le risque de contrepartie concernant les institutions financières est géré par des limites individuelles et est surveillé de près. Seules les contreparties et institutions approuvées par le Groupe et validées par le Comité de gestion des risques de la Banque sont utilisées. En dépit d'un risque de concentration lié à un émetteur (Kreditanstalt für Wiederaufbau, ou « Kf W »), le risque de contrepartie global du portefeuille d'investissement reste faible, car la Banque investit exclusivement dans des actifs liquides de haute qualité.

Une grande partie des liquidités des clients est placée auprès d'entités du Groupe et de banques centrales. Les expositions intragroupe sont gérées de façon adéquate grâce à un cadre dédié incluant des limites internes pré-définies.

Les risques de concentration dans le portefeuille de crédit, ainsi que ceux liés aux actifs des clients utilisés comme garantie pour des crédits lombards sont étroitement surveillés et gérés conformément aux limites internes et réglementaires.

Risque en matière de liquidité et de financement

Comme durant les exercices précédents, la Banque vise à maintenir un bilan solide et liquide. Elle n'a pas recours au financement extérieur, ses sources de financement étant toujours les dépôts des clients (ses propres clients ou ceux d'autres entités du Groupe), ainsi que ses capitaux propres.

En 2025, la Banque a fortement augmenté les volumes des dépôts des clients en lançant des dépôts fiduciaires à préavis.

La liquidité reste solide, comme le montrent le ratio de couverture des besoins de liquidité (« LCR ») et le ratio de financement stable net (« NSFR »), qui dépassent à la fois les limites réglementaires et les limites internes.

La Banque peut effectuer des transactions intragroupe créant une asymétrie d'échéances, mais seulement après avoir soigneusement évalué leur incidence sur ses ratios de liquidités et son profil de risque de taux d'intérêt.

Recherche et développement

La Banque n'effectue pas d'activité de recherche et de développement.

Acquisition d'actions propres

La Banque n'a acquis aucune de ses actions au cours de l'exercice sous revue.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement nécessitant un ajustement ou une communication dans les comptes annuels n'est survenu après le 31 décembre 2025.

Image fidèle

Les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025 donnent une image fidèle des transactions et des positions financières de la Banque.

Le 25 mars 2026

Au nom du Conseil d'administration

F. Rochat

J. Desmeules



Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de
Lombard Odier (Europe) S.A.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Notre opinion

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque ») au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Banque comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2025 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ;
- les postes hors bilan au 31 décembre 2025 ; et
- l'annexe aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

www.pwc.lu

PricewaterhouseCoopers Assurance, Société coopérative,
2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation ministérielle n°10181659)
R.C.S. Luxembourg B294273 - TVA LU36559370



Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Banque qu'à sa ou ses filiales, lorsqu'applicable, pour l'exercice clos à cette date, sont mentionnés dans la note 22 des comptes annuels.



Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Comment notre audit a répondu à cette question clé
<p>Reconnaissance des commissions perçues dont le calcul est considéré comme manuel</p> <p>Comme indiqué dans le compte de profits et pertes, les commissions perçues s'élèvent à 90'917'177 EUR pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.</p> <p>Les processus liés à la comptabilisation des revenus de la Banque sont pour la plupart automatisés.</p> <p>Toutefois, les commissions perçues comprennent un montant important de commissions perçues qui impliquent un certain degré de traitement manuel dans le processus de comptabilisation et de facturation.</p> <p>Pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, ces commissions représentent 9% du total des commissions perçues.</p> <p>Cette partie du revenu est considérée comme une question clé de l'audit en raison de son caractère significatif sur le revenu net des commissions et du risque d'erreur lié aux opérations comptabilisées via une saisie manuelle.</p>	<p>Nous avons acquis une compréhension des processus et des contrôles de la Banque entourant les commissions perçues qui impliquent un certain degré de traitement manuel dans le processus de comptabilisation et de facturation.</p> <p>Nous avons effectué des tests de procédures et des contrôles de substance sur ces commissions. Nos travaux ont inclus les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des contrôles généraux informatiques pertinents tels que la revue des changements de programmes et les accès aux programmes et aux données relatifs aux applications utilisées pour la comptabilisation et la facturation des commissions perçues; • Inspection du rapport de contrôle (rapport ISAE 3402 - type II) préparé et émis par un auditeur externe indépendant sur les contrôles pertinents relatifs à l'informations utilisées comme base pour le calcul des commissions; • Inspection de l'application du « principe des quatre yeux » sur le calcul des commissions perçues calculées manuellement par la Banque; • Vérification du caractère approprié de la configuration des paramètres de frais de commission dans le système sur la base d'un échantillon de conditions tarifaires; • Obtention d'éléments probants, sur la base d'un échantillon, corroborant les commissions calculées manuellement et comptabilisées dans les commissions perçues.



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport des administrateurs mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.



Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Banque à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Banque pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les comptes annuels. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.



Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport des administrateurs est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'Administration en date du 25 septembre 2025 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 14 ans.

Luxembourg, 25 mars 2026

PricewaterhouseCoopers Assurance, Société coopérative
Représentée par

Nicolas Grillot

Uniquement la version anglaise du présent rapport a été auditée. En cas de différences entre la version anglaise et la traduction, la version anglaise prévaut.

comptes annuels.

pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025

16

bilan

18

postes hors bilan

19

compte de profits et pertes

20

annexe aux comptes annuels

bilan au 31 décembre 2025.

	Notes	2025 EUR	2024 EUR
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	4.2.1, 5	1'005'529'994	226'412'355
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales			
- Autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	4.2.1, 6	169'466'456	222'321'373
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7	1'061'699'567	670'625'417
- autres prêts et avances	4.2.1, 7	1'092'553'057	1'344'175'934
Crédits et avances consentis à la clientèle	4.2.1	568'873'004	590'586'513
Instruments financiers dérivés	4.2.2, 4.5	7'421'880	14'899'566
Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe			
- des émetteurs publics	4.2.1, 6	25'426'925	28'841'220
Actifs corporels	8	5'598'385	4'952'151
Autres actifs	9	6'666'490	5'024'129
Comptes de régularisation	10	18'533'244	16'739'804
Total des actifs	18	3'961'769'002	3'124'578'462

bilan au 31 décembre 2025.

		2025	2024
	Notes	EUR	EUR
Passif			
Dettes envers des établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7	1'342'898	1'880'934
- à terme ou à préavis	4.2.1, 7	2'620'183'338	1'704'117'258
Dettes envers la clientèle			
- autres dettes :			
- à vue	4.2.1, 7	664'565'040	881'036'948
- à terme ou à préavis	4.2.1, 7	458'851'365	325'951'547
Instruments financiers dérivés	4.2.2, 4.5	6'922'177	11'599'636
Autres passifs	11	13'537'179	13'002'687
Comptes de régularisation	12	11'210'828	15'800'718
Provisions			
- provisions pour impôts	13	786'279	1'736'715
- autres provisions	13	21'023'158	16'796'572
Capital souscrit	14, 17	40'000'000	40'000'000
Réserve de prime d'émission	15, 17	62'125'481	62'125'481
Réserves	16, 17	13'650'000	9'650'000
Bénéfice (perte) reporté(e)	17	36'879'966	27'957'357
Bénéfice de l'exercice	17	10'691'293	12'922'609
Total des passifs	18	3'961'769'002	3'124'578'462

postes hors bilan au 31 décembre 2025.

		2025	2024
	Notes	EUR	EUR
Passifs éventuels	19.1	38'550'205	37'101'066
- cautionnements et actifs donnés en garantie		38'550'205	37'101'066
Engagements *	19.2	363'768'071	394'437'723
Opérations fiduciaires		49'756'265	315'731'616

* Les chiffres comparatifs sur les engagements ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres de 2025.

compte de profits et pertes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025.

		2025	2024
	Notes	EUR	EUR
Intérêts et produits assimilés	20.1	97'759'997	118'359'055
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		3'163'677	3'216'306
Intérêts et charges assimilées	20.1	(78'375'981)	(92'793'685)
Commissions perçues	20.1	90'917'177	82'223'266
Commissions versées	20.1	(11'402'400)	(10'068'105)
Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières	20.2	5'305'153	1'139'002
Autres produits d'exploitation *	20.3	3'007'174	6'713'497
Frais généraux administratifs		(86'122'990)	(82'776'683)
- frais de personnel	21	(60'517'986)	(57'905'156)
dont :			
- salaires et traitements		(45'870'709)	(43'901'973)
- charges sociales		(12'283'044)	(11'138'597)
dont : charges couvrant les pensions		(2'904'127)	(3'063'290)
- autres frais administratifs	20.4	(25'605'004)	(24'871'527)
Autres charges d'exploitation *	20.5	(1'234'056)	(533'943)
Corrections de valeur sur les amortissements des actifs incorporels et corporels	8	(1'101'254)	(710'137)
Impôt sur le résultat	23	(6'073'469)	(6'295'813)
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	24	(1'988'058)	(2'333'845)
Bénéfice provenant des activités ordinaires, après impôts		10'691'293	12'922'609
Produits exceptionnels *		-	-
Charges exceptionnelles *		-	-
Bénéfice ou perte exceptionnel(le)		-	-
Bénéfice de l'exercice		10'691'293	12'922'609

* Les chiffres comparatifs concernant les autres produits d'exploitation, les autres charges d'exploitation, les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres de 2025.

annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2025.

1. Généralités

Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque » ou « LOESA »), dont le siège social est implanté au Luxembourg, exerce son activité par le biais d'un réseau de succursales situées en Europe et au Royaume-Uni. La Banque est détenue à 100% par LO Holding S.A. en Suisse et appartient au Groupe Lombard Odier (le « Groupe »). La principale activité bancaire de la Banque est la prestation de services de gestion de fortune à des familles fortunées à travers toute l'Europe.

La Banque a été établie dans le Grand-Duché de Luxembourg le 25 juin 2012 sous le statut de société anonyme. Sous sa forme actuelle, la Banque découle de plusieurs fusions (Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) S.A., Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V., Lombard Odier & Cie (España) S.A. S.V., Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited, Lombard Odier & Cie (France) S.A., Lombard Odier Gestion (France) et Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C, S.A.U.), ainsi que de la création d'une succursale à Milan en 2016 et de la vente du segment de clientèle privée néerlandais à Insingergilissen Bankiers N.V. en 2018, suivie par la liquidation de la succursale néerlandaise en 2020.

Structure du Groupe

La Banque appartient au Groupe Lombard Odier. La société faîtière de ce Groupe est la Compagnie Lombard Odier ScmA, dont le siège est à Genève, en Suisse (la « société faîtière »).

La Banque est incluse dans les comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier ScmA, une société en commandite par actions de droit suisse constituée à Genève, dont le siège social est situé 1, Chemin Messidor, CH-1293 Bellevue, formant le groupe d'entreprises le plus grand et le plus petit dont la Banque fait partie. Les comptes consolidés 2024 ont été publiés le 29 avril 2025. Les comptes consolidés 2025 n'ont pas encore été publiés. Ces comptes seront disponibles sur le site Internet: www.lombardodier.com.

Exercice financier

L'exercice financier porte sur l'ensemble de l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Sociétés du Groupe

Les transactions intersociétés, les opérations d'achat et de vente avec d'autres entités du Groupe sont effectuées et comptabilisées dans des conditions de concurrence normale.

Conseil d'administration

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration est composé des membres suivants:

- M. Frédéric Rochat (Président du Conseil)
- M. Denis Pittet (Vice-président du Conseil)
- M. Carl Verbrugge
- M. David Garrido
- M. Julien Desmeules
- M. Victor Stephen Kamp
- M. Yan Frédéric Praz
- Mme Sylvie Testa.

Au 31 décembre 2025, la Direction autorisée est composée des membres suivants:

- Mme Jessica Rabut (CEO)
- M. Nicolas Denis
- M. Vincent Salzinger.

2. Présentation des chiffres de l'exercice précédent

La présentation des chiffres financiers de 2025 est à tous les égards conforme à celle de 2024, à l'exception des engagements hors bilan et de la classification des produits et charges exceptionnels dans le compte de profits et pertes. Les chiffres de 2024 ont été adaptés afin de faciliter la comparaison dans le temps.

Ces ajustements n'ont d'incidence ni sur le revenu net après impôt ni sur les capitaux propres.

3. Récapitulatif des principes comptables et des règles d'évaluation clés

3.1 Principes d'établissement

Les présents comptes annuels ont été établis en accord avec la législation et les principes comptables généralement acceptés dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg. Les principes comptables et d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, à l'exception de ceux qui sont définis par la loi modifiée du 17 juin 1992 (la « Loi »). La Banque, en appliquant le régime comptable mixte (LUX GAAP avec « options IAS ») prévu par la circulaire CSSF 08/340, telle que modifiée, fixe la valeur de ses instruments financiers dérivés en se référant à la juste valeur.

L'établissement des comptes annuels impose d'utiliser certaines estimations comptables importantes. Le Conseil d'administration doit également faire valoir son opinion dans l'application des principes comptables. Les changements apportés aux hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période durant laquelle les hypothèses ont changé. Le Conseil d'administration considère que les hypothèses sous-jacentes sont pertinentes et que les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière et des résultats.

La Banque effectue des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant. Les estimations et les opinions sont constamment évaluées et fondées sur l'expérience historique et d'autres facteurs, dont les projections de futurs événements considérés comme plausibles au regard du contexte.

Au 31 décembre 2025, la Banque a examiné les conditions économiques actuelles. La Banque a conclu que les critères d'établissement des états financiers et les principes comptables existants sont appropriés au 31 décembre 2025 et pour l'exercice arrêté à cette date.

3.2 Monnaies étrangères

Les comptes annuels sont établis dans la monnaie du capital social (« euro » ou « EUR »). La Banque a adopté un système comptable multidevises qui comptabilise les opérations réalisées dans une autre monnaie que celle du capital social. Pour l'établissement des comptes annuels, les montants en monnaies étrangères sont convertis en EUR sur la base suivante:

3.2.1 Opérations au comptant

Les actifs et les passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en EUR aux taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les immobilisations autres que les immobilisations financières, qui ne sont pas couvertes sur les marchés à terme ou au comptant sont toutefois converties en EUR au taux en vigueur à leur date d'acquisition. Les opérations au comptant sur devises non réglées sont converties en EUR au cours au comptant en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis dans la monnaie du capital social au taux en vigueur à la date de la transaction, sauf pour les transactions portées au bilan de la succursale britannique, lesquelles sont converties en EUR au taux de change moyen mensuel pour la paire GBP/EUR.

3.2.2 Opérations à terme

Les opérations de change à terme non réglées sont converties en EUR au cours à terme en vigueur à la date du bilan pour l'échéance résiduelle.

Pour les transactions économiques couvertes, les pertes de change résultant d'une réévaluation viennent en déduction des gains réalisés.

3.2.3 Gains et pertes de change

Les gains et les pertes de change réalisés sur toutes les transactions, les gains et pertes de change latents sur les transactions couvertes et les pertes latentes sur les transactions non couvertes sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

3.3 Crédits et avances

Les crédits et avances sont comptabilisés à leur prix d'origine. En application de la politique de la Banque, des corrections de valeur doivent être constituées pour les créances compromises au gré des circonstances et pour les montants fixés par le Conseil d'administration. Ces correctifs de valeur sont déduits des postes de l'actif concerné et ne doivent pas être maintenus si les raisons pour lesquelles ils ont été portés au bilan ne sont plus valables.

3.4 Instruments financiers dérivés

La Banque utilise des instruments financiers dérivés principalement dans les opérations associées au compte des clients. Afin d'éviter toute exposition liée aux opérations effectuées pour le compte des clients, la Banque conclut des transactions adossées avec Banque Lombard Odier & Cie SA, Genève.

La Banque achète également des swaps de change pour son propre portefeuille, à des fins de gestion du bilan.

Tous les instruments financiers dérivés sont classés comme des instruments de négoce. Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur selon le principe de la date de conclusion, puis sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur. Tous les dérivés sont comptabilisés parmi les actifs lorsque la juste valeur est positive et comme passifs lorsque la juste valeur est négative. S'agissant des contrats dérivés négociés en bourse pour le compte des clients, seule la partie des valeurs de remplacement dépassant les appels de marge est comptabilisée au bilan. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat. Les impôts différés y afférents sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes au poste « Impôt sur le résultat ».

3.5 Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe, y compris les autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales

Ce portefeuille de titres comprend des valeurs mobilières à revenu fixe, qui ont vocation à être conservées à long terme dans le cadre normal des activités de la Banque.

Les valeurs mobilières à revenu fixe possédant les caractéristiques des immobilisations financières sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'administration estime que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

La prime résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est inscrite au compte de profits et pertes sur la base du coût amorti.

L'escompte résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est comptabilisé dans les produits sur la base du coût amorti.

3.6 Actifs corporels

Les actifs corporels sont comptabilisés au coût d'acquisition historique, sauf pour les actifs corporels de la succursale britannique pour lesquels la valeur est convertie en EUR à la date d'établissement des comptes. Le coût d'acquisition comprend également les frais acquittés pour acheter les actifs. Le coût d'acquisition des actifs corporels dont l'utilisation est limitée dans le temps est amorti de façon linéaire sur l'ensemble de la durée d'utilisation.

En cas de baisse durable de la valeur, les actifs corporels sont soumis à des corrections de valeur, que leur utilisation soit limitée dans le temps ou non. La comptabilisation à la valeur inférieure n'est pas conservée si les raisons pour lesquelles la valeur a été corrigée ne sont plus valables.

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations. Les actifs corporels autres que les terrains sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée aux taux suivants:

	Durée d'utilisation estimée	Pourcentage de dépréciation
• Travaux d'aménagement sur immeubles	5 à 10 ans	10% à 20%
• Immeubles	5 à 10 ans	10% à 20%
• Matériel de bureau	5 à 10 ans	10% à 20%
• Matériel informatique	3 à 5 ans	20% à 33%

3.7 Autres actifs et comptes de régularisation

Les autres actifs et comptes de régularisation sont comptabilisés à la valeur nominale. Des corrections de valeur sont effectuées si elles sont jugées nécessaires par le Conseil d'administration. Elles sont déduites des actifs concernés et ne sont pas maintenues si les raisons ne sont plus valables.

3.8 Engagements

Les engagements sont comptabilisés au passif au montant de remboursement. Lorsque le montant du remboursement est inférieur au montant enregistré, la différence peut être comptabilisée comme un actif et amortie sur l'ensemble de l'échéance de la dette.

3.9 Provisions

La Banque peut constituer des provisions destinées à couvrir les pertes ou passifs dont la nature est clairement définie et qui sont, à la date du bilan, certains ou susceptibles d'être encourus, mais dont le montant ou la date de survenance sont incertains.

3.10 Transactions avec des parties liées

La Banque réalise diverses opérations avec des entités du Groupe Lombard Odier, concernant, notamment, le traitement des transactions, les services de dépôt de titres, l'utilisation des services informatiques, l'audit interne, le détachement de personnel, le partage de fonctions de support, le placement de positions de trésorerie ainsi que le refinancement de crédits accordés aux clients. Toutes les opérations sont réalisées dans des conditions de pleine concurrence.

4. Analyse des instruments financiers

4.1 Stratégie reflétant le recours aux instruments financiers

La Banque utilise des instruments financiers dérivés principalement dans les opérations associées au compte des clients. Afin d’éviter toute exposition liée aux opérations effectuées pour le compte des clients, la Banque conclut des transactions adossées avec Banque Lombard Odier & Cie SA, Genève.

La Banque achète également des swaps de change pour son propre portefeuille, à des fins de gestion du bilan.

4.2 Analyse des instruments financiers

Le tableau ci-dessous récapitule les postes du bilan de la Banque, par type d’instrument.

		2025		2024	
		Actif	Passif	Actif	Passif
		EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d’instruments					
Instruments financiers – Instruments financiers non négociables primaires	4.2.1	3'923'549'003	3'744'942'641	3'082'962'812	2'912'986'687
Instruments financiers – Instruments financiers dérivés	4.2.2	7'421'880	6'922'177	14'899'566	11'599'636
Autres		30'798'119	209'904'184	26'716'084	199'992'139
Total		3'961'769'002	3'961'769'002	3'124'578'462	3'124'578'462

4.2.1 Informations sur les instruments financiers non négociables primaires

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers non négociables primaires de la Banque, en termes de montant comptable et de structure d'échéance selon la période restante entre la date du bilan et la date d'échéance contractuelle.

Analyse des instruments financiers – Instruments non négociables primaires 2025

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1'005'529'994	-	-	1'005'529'994
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	45'777'906	123'688'550	169'466'456
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	1'828'169'847	324'720'113	1'362'664	2'154'252'624
Crédits et avances consentis à la clientèle	461'976'584	106'896'420	-	568'873'004
Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	25'426'925	-	25'426'925
Total des actifs financiers non négociables primaires	3'295'676'425	502'821'364	125'051'214	3'923'549'003
Catégorie d'instruments (dettes financières)				
Dettes envers des établissements de crédit	2'561'038'923	60'487'313	-	2'621'526'236
Dettes envers la clientèle	1'116'509'379	6'907'026	-	1'123'416'405
Total des passifs financiers non négociables primaires	3'677'548'302	67'394'339	-	3'744'942'641

Analyse des instruments financiers – Instruments non négociables primaires 2024

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	226'412'355	-	-	226'412'355
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	49'433'000	172'888'373	222'321'373
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	1'478'485'174	265'651'224	270'664'953	2'014'801'351
Crédits et avances consentis à la clientèle	493'586'595	96'999'918	-	590'586'513
Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	28'841'220	28'841'220
Total des actifs financiers non négociables primaires	2'198'484'124	412'084'142	472'394'546	3'082'962'812
Catégorie d'instruments (dettes financières)				
Dettes envers des établissements de crédit	1'539'615'027	166'383'165	-	1'705'998'192
Dettes envers la clientèle	1'194'045'202	12'943'293	-	1'206'988'495
Total des passifs financiers non négociables primaires	2'733'660'229	179'326'458	-	2'912'986'687

Au 31 décembre 2025, comme au 31 décembre 2024, la Banque ne détient pas d'instruments financiers d'une échéance contractuelle de plus de cinq ans ou sans échéance.

4.2.2 Informations sur les instruments financiers dérivés

4.2.2.1 Description des dérivés utilisés

La Banque souscrit les instruments dérivés suivants dans le cadre des transactions réalisées pour le compte de ses clients, lesquelles sont automatiquement transposées auprès de Banque Lombard Odier & Cie SA à Genève:

- les transactions à terme sur devises (forwards ou futures) sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères à une date ultérieure à un prix spécifié;
- les swaps de change désignent l'achat et la vente simultanés de montants identiques d'une monnaie en échange d'une autre avec deux dates de valeur différentes et à des cours différents (au comptant ou à terme);
- les options sur devises donnent le droit, et non l'obligation, au propriétaire d'acheter ou de vendre une monnaie, à une date déterminée, à un taux de change convenu à l'avance;
- les futures sur taux d'intérêt sont des contrats à terme avec un instrument sous-jacent qui paie des intérêts;
- les futures sur titres de participation ou indices sont des contrats d'achat ou de vente de l'actif sous-jacent à une date future et à un prix déterminé;
- les options (exchange-traded ou de gré à gré) sur des titres de participation ou des indices donnent au propriétaire le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un titre de participation ou un indice à un prix convenu d'avance à une date déterminée.

La Banque prend également des swaps de change pour son propre portefeuille, à des fins de gestion du bilan.

4.2.2.2 Analyse des dérivés

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers dérivés de la Banque.

Le tableau, qui indique le niveau d'activité des instruments utilisés pour le compte des clients de la Banque ou pour son propre portefeuille, présente les valeurs notionnelles et les justes valeurs pour chaque catégorie d'instruments et les divise en groupes selon leur échéance résiduelle.

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2025

	Contrat/ Notionnel comptable	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Instruments de taux									
Futures	44'633'026	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux / Matières premières									
Contrats à terme	340'076'761	1'461'732	1'315'467	243'307	221'434	-	-	1'705'039	1'536'901
Swaps	513'199'264	1'342'882	1'021'051	66'065	56'331	-	-	1'408'947	1'077'382
Futures	10'002'126	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	34'387'873	15'415	15'415	18'310	18'310	-	-	33'725	33'725
Titres de participation / Indices									
Futures	104'658'405	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	221'216'076	3'222'022	3'222'022	777'434	777'434	194'348	194'348	4'193'804	4'193'804
Options (OTC*)	3'638'362	80'365	80'365	-	-	-	-	80'365	80'365
Total	1'271'811'893	6'122'416	5'654'320	1'105'116	1'073'509	194'348	194'348	7'421'880	6'922'177

* De gré à gré

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2024

	Contrat/ Notionnel comptable	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
		financiers	financiers	financiers	financiers	financiers	financiers	financiers	financiers
		EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Instruments de taux									
Futures	55'897'037	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux / Matières premières									
Contrats à terme	112'990'068	1'531'934	1'486'330	211'508	203'083	-	-	1'743'442	1'689'413
Swaps	260'166'529	3'667'525	453'587	3'256'844	3'224'881	-	-	6'924'369	3'678'468
Futures	183'119'399	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	100'887'687	794'425	794'425	-	-	-	-	794'425	794'425
Titres de participation / Indices									
Futures	15'115'984	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	130'140'486	4'657'478	4'657'478	779'852	779'852	-	-	5'437'330	5'437'330
Options (OTC*)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	858'317'190	10'651'362	7'391'820	4'248'204	4'207'816	-	-	14'899'566	11'599'636

* De gré à gré

4.3 Risque de crédit

4.3.1 Description du risque de crédit

La Banque est exposée au risque de crédit, lequel correspond à l'incapacité d'une contrepartie à payer les sommes dans leur intégralité à la date d'échéance. Le risque de crédit est considéré comme limité et comprend principalement les avoirs détenus auprès d'autres institutions financières, les investissements dans des obligations de première qualité et les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombards (y compris les prêts, les découverts, les engagements relatifs aux lignes de crédit non utilisées, les limites de négoce et les garanties). La Banque ne fait appel à des institutions financières comme contreparties qu'après avoir obtenu l'accord du Groupe et du Comité de gestion des risques de la Banque qui définit également l'exposition maximale à une même contrepartie à l'échelle de la Banque.

Pour les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombards (y compris les prêts, les découverts, les engagements relatifs aux lignes de crédit non utilisées, les limites de négoce et les garanties), un collatéral suffisant est obtenu selon le portefeuille d'investissement déposé auprès de la Banque ou les autres garanties fournies pour couvrir l'exposition.

La Banque calcule le risque de crédit à l'aide de l'approche standardisée concernant le risque de crédit de contrepartie (« Standardised Approach For Counterparty Credit Risk », SA-CCR). L'une des principales incidences de cette méthode de calcul est une meilleure comptabilisation des accords de couverture, de compensation et de garantie.

4.3.2 Mesure de l'exposition au risque de crédit

Les informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires sont publiées sur la base du montant comptable, après déduction des corrections de valeur. Les garanties reçues, qui limitent l'exposition au risque de crédit, ne sont pas prises en compte.

4.3.3 Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous montrent la concentration du risque de crédit inhérent aux instruments financiers, pour les postes bilan et hors bilan, par zone géographique et secteur économique.

Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2025)

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Postes hors bilan	Instruments dérivés
	2025	2025	2025
Union européenne	43%	58%	18%
Royaume-Uni et îles britanniques	3%	32%	2%
Canada	0%	0%	0%
Suisse	53%	10%	80%
Proche-Orient	0%	0%	0%
Asie	1%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2025)

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Postes hors bilan	Instruments dérivés
	2025	2025	2025
Banques centrales	28%	0%	0%
Institutions financières	58%	6%	80%
Secteur privé	14%	94%	20%
Total	100%	100%	100%

Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2024)

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Postes hors bilan *	Instruments dérivés
	2024	2024	2024
Union européenne	31%	53%	21%
Royaume-Uni et îles britanniques	4%	36%	4%
Canada	1%	0%	0%
Suisse	62%	10%	75%
Proche-Orient	0%	1%	0%
Asie	2%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

* Les chiffres comparatifs relatifs aux postes hors bilan ont été ajustés à des fins de comparaison.

Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2024)

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Postes hors bilan *	Instruments dérivés
	2024	2024	2024
Banques centrales	11%	0%	0%
Institutions financières	70%	6%	73%
Secteur privé	19%	94%	27%
Total	100%	100%	100%

* Les chiffres comparatifs relatifs aux postes hors bilan ont été ajustés à des fins de comparaison.

4.4 Risque de marché

La Banque est peu exposée au risque de marché. Il provient principalement de ses placements financiers qui sont destinés à être détenus jusqu'à leur échéance et qui sont donc comptabilisés au bilan à leur coût diminué des pertes de valeur, si cela est jugé nécessaire par le Conseil d'Administration.

4.5 Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers dérivés

A la suite de l'autorisation de la CSSF datée du 26 avril 2013, la Banque applique le régime comptable mixte (LUX GAAP avec « options IAS ») prévu par la circulaire CSSF 08/340, telle que modifiée, pour évaluer ses instruments financiers dérivés à la juste valeur par le compte de profits et pertes.

Le tableau suivant analyse les instruments financiers dérivés comptabilisés à la juste valeur par méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit:

- Niveau 1: technique d'évaluation utilisant des cotations ou informations de marché pour des instruments identiques sur des marchés actifs auxquels la Banque peut accéder à la date d'évaluation;

- Niveau 2: technique d'évaluation utilisant des éléments autres que les cotations incluses dans le niveau 1 en tant qu'informations. Notamment:
 - cotations d'instruments financiers dérivés similaires sur des marchés actifs;
 - cotations d'instruments financiers dérivés identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs;
 - informations autres que les cotations qui sont observables pour les instruments financiers dérivés (taux d'intérêt, courbes de rendement, spreads de crédit, etc.) ;
- Niveau 3: technique d'évaluation utilisant de nombreuses informations non observables – instruments financiers dérivés évalués à l'aide de techniques d'évaluation au titre desquelles une ou plusieurs informations importantes ne peuvent pas être observées.

Juste valeur des instruments financiers dérivés – 2025

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Instruments de taux								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux								
Contrats à terme	-	-	1'705'039	1'536'901	-	-	1'705'039	1'536'901
Swaps	-	-	1'408'947	1'077'382	-	-	1'408'947	1'077'382
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	-	-	33'725	33'725	-	-	33'725	33'725
Titres de participation / Indices								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	4'193'804	4'193'804	-	-	-	-	4'193'804	4'193'804
Options (OTC*)	-	-	80'365	80'365	-	-	80'365	80'365
Total	4'193'804	4'193'804	3'228'076	2'728'373	-	-	7'421'880	6'922'177

* De gré à gré

Juste valeur des instruments financiers dérivés – 2024

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Instruments de taux								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux								
Contrats à terme	-	-	1'743'442	1'689'413	-	-	1'743'442	1'689'413
Swaps	-	-	6'924'369	3'678'468	-	-	6'924'369	3'678'468
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	-	-	794'425	794'425	-	-	794'425	794'425
Titres de participation / Indices								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	5'437'330	5'437'330	-	-	-	-	5'437'330	5'437'330
Options (OTC*)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	5'437'330	5'437'330	9'462'236	6'162'306	-	-	14'899'566	11'599'636

* De gré à gré

5. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne, les banques centrales en Europe ont mis en place à compter du 1^{er} janvier 1999 un système de réserves minimales obligatoires qui s’applique à tous les établissements de crédit. Les montants totaux déposés auprès des banques centrales des différents pays au 31 décembre 2025, incluant les réserves obligatoires de EUR 32’360’872 (2024 : EUR 30’235’372), sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	2025	2024
	EUR	EUR
Luxembourg	1'002'309'183	216'494'544
Belgique	2'300'621	6'499'621
France	574'790	1'773'790
Espagne	345'400	1'644'400
Total	1'005'529'994	226'412'355

Au 31 décembre 2024 et 2025, la Banque ne détient pas de liquidités en caisse.

6. Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe et effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales

Valeurs mobilières cotées	2025	2024
	EUR	EUR
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	169'466'456	222'321'373
Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe	25'426'925	28'841'220
Total	194'893'381	251'162'593

Les éléments du poste « Titres de dette et autres valeurs mobilières à revenu fixe et effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales » se chiffrent à EUR 194'893'381 en 2025, contre EUR 251'162'593 en 2024, et sont classés dans le portefeuille d'investissement.

Les mouvements concernant ces valeurs mobilières sont présentés ci-dessous :

	Valeur des acquisitions	Agio	Disagio	Juste valeur	Intérêts courus
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde d'ouverture	251'162'593	-	4'869'910	250'397'273	570'042
Acquisitions	-	-	-	-	-
Aliénations / Echéance	(49'433'000)	-	(567'000)	(49'251'500)	-
Amortissement inscrit au compte de profits et pertes	-	-	1'867'170	-	-
Variation nette des intérêts courus	-	-	-	-	(48'512)
Effet de change	(6'836'212)	-	(15'376)	(6'507'527)	-
Variation de la juste valeur	-	-	-	4'843'338	-
Solde final	194'893'381	-	6'154'704	199'481'584	521'530

Tous les placements à revenu fixe détenus par la Banque sont négociés sur un marché réglementé et liquide. La juste valeur correspond au prix du marché. Le Conseil d'administration estime que ces valeurs mobilières ne nécessitent pas de dépréciation au 31 décembre 2025.

7. Opérations avec des entreprises liées

Ces postes sont détaillés comme suit:

	2025	2024
	EUR	EUR
Actif		
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	2'137'742'956	1'996'587'135
Passif		
Dettes envers des établissements de crédit*	2'620'183'361	1'705'994'866
Dettes envers la clientèle	4'321'197	2'722'025

* Cette somme inclut les dépôts fiduciaires à terme, d'un montant de EUR 1'362'026'960 (2024 : EUR 1'704'117'258), et les dépôts fiduciaires à vue, d'un montant de EUR 1'258'156'378 (2024 : EUR 0), émanant de clients d'entreprises liées.

8. Actifs corporels

Tous les actifs corporels sont utilisés par la Banque dans le cadre de ses propres activités.

	2025	2024
	EUR	EUR
Valeur brute au début de l'exercice	12'557'874	9'578'240
Acquisitions	1'833'885	2'987'347
Transfert relatif à la fusion avec LO Gestión	-	3'362
Aliénations	(695)	(16'931)
Effet de change	(97'274)	5'856
Valeur brute à la fin de l'exercice	14'293'790	12'557'874
Corrections cumulées de la valeur au début de l'exercice	(7'605'723)	(6'907'777)
Corrections de valeur	(1'101'254)	(710'137)
Corrections de valeur cumulées dans le cadre de la fusion avec LO Gestión	-	(560)
Corrections de valeur en lien avec les aliénations	-	16'931
Effet de change	11'572	(4'180)
Corrections cumulées de la valeur à la fin de l'exercice	(8'695'405)	(7'605'723)
Valeur comptable nette au début de l'exercice	4'952'151	2'670'463
Valeur brute nette à la fin de l'exercice	5'598'385	4'952'151

L'effet de change est lié à la réévaluation en euros de la valeur brute des immobilisations corporelles détenues par la succursale britannique, ainsi que la correction de la valeur de ces actifs.

9. Autres actifs

Les autres actifs se composent principalement des éléments suivants:

	2025	2024
	EUR	EUR
Créances	2'122'967	3'282'904
Impôts à recouvrer	3'874'808	1'373'465
Autres	668'715	367'760
Total	6'666'490	5'024'129

Les créances incluent les montants facturés aux clients en contrepartie des services fournis par la Banque, à hauteur de EUR 575'189 (2024 : EUR 1'524'374), ainsi que les créances sur d'autres entités du Groupe Lombard Odier, qui s'élèvent à EUR 1'350'154 (2024 : EUR 1'713'177). Aucune créance n'est en souffrance. Les impôts à recouvrer se composent principalement des acomptes sur paiements fiscaux, dans le cadre des impôts à la source applicables aux clients, à hauteur de EUR 3'748'134 (2024 : EUR 1'004'994). Au 31 décembre 2025, le montant de la TVA récupérable comptabilisé en impôts à recouvrer est de EUR 29'510 (2024: EUR 232'002) et les autres acomptes sur impôt des sociétés s'élèvent à EUR 13'242 (2024 : EUR 136'469). Le montant indiqué sous « Autres » correspond aux cautions versées pour la location d'immeubles sur nos sites, à hauteur de EUR 316'274 (2024 : EUR 301'428).

10. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation comprennent principalement ce qui suit:

	2025	2024
	EUR	EUR
Intérêts courus	7'395'393	7'418'577
Revenu accumulé	10'754'296	9'082'630
- dont créances interentreprises	2'845'208	2'399'221
- dont disagio sur le portefeuille d'investissement	6'154'704	4'869'910
Acomptes	383'555	238'597
Total	18'533'244	16'739'804

Les intérêts courus se composent des intérêts sur les dépôts à terme fixe envers des établissements de crédit d'un montant de EUR 3'842'260 (2024 : EUR 2'858'690), sur les crédits à la clientèle de EUR 3'031'603 (2024: EUR 3'989'845) et sur le portefeuille d'investissement de EUR 521'530 (2024 : EUR 570'042).

11. Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement des éléments suivants:

	2025	2024
	EUR	EUR
Impôts à acquitter	10'433'427	10'057'706
Dettes à payer	956'831	675'278
Autres	2'146'921	2'269'703
Total	13'537'179	13'002'687

Les impôts à acquitter se composent principalement des impôts à la source, des charges sociales et de la TVA à acquitter. Les dettes à payer se composent principalement des dettes en relation avec les vendeurs externes dans tous les sites d'un montant de EUR 843'101 (2024: EUR 668'160), ainsi que des dettes interentreprises envers des entités du Groupe Lombard Odier, qui s'élèvent à EUR 113'723 (2024: EUR 7'111). Le montant indiqué sous « Autres » se compose principalement de composantes de rémunération à acquitter.

12. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation se composent principalement des éléments suivants:

	2025	2024
	EUR	EUR
Intérêts courus	5'120'272	10'291'649
Charges à payer	3'870'883	2'449'448
- dont dettes interentreprises	1'880'744	1'884'034
Provision pour frais généraux	2'219'656	3'059'621
Autres	17	-
Total	11'210'828	15'800'718

La baisse des intérêts courus est due à la diminution des dépôts fiduciaires à terme émanant de clients d'autres entités du Groupe et des dépôts à terme des clients de la Banque.

13. Provisions

Les provisions pour impôts se composent de l'impôt sur les sociétés à acquitter, net des acomptes. Les autres provisions se composent principalement de la provision pour les rémunérations variables.

14. Capital souscrit

Au 31 décembre 2025, comme au 31 décembre 2024, le capital souscrit total de la Banque s'élève à EUR 40'000'000, représenté par 400'000 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100.

15. Réserve de prime d’émission

La réserve de prime d’émission représente la prime d’émission résultant des mises de fonds en nature en rapport avec les fusions transfrontalières. Des liquidités ont par ailleurs été transférées dans la prime d’émission en lien avec des apports en capital effectués par l’actionnaire. En 2023, l’actionnaire a également décidé d’utiliser une partie de la prime d’émission pour compenser les pertes historiques accumulées.

16. Réserves

Conformément au droit luxembourgeois, la Banque doit allouer à une réserve légale un montant équivalent à au moins 5% du bénéfice net annuel jusqu’à ce que cette réserve soit égale à 10% du capital souscrit. Cette allocation doit être effectuée au cours de l’exercice suivant. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Au 31 décembre 2025, les réserves comprennent également une somme de EUR 9’650’000 (2024 : EUR 5’650’000) liée à la création d’une réserve non distribuable égale à cinq fois l’impôt sur la fortune pour les exercices 2025 et 2024. Cette réserve doit être maintenue dans les comptes annuels au cours des cinq années suivant l’exercice au cours duquel la réduction de l’impôt sur la fortune a été générée afin de bénéficier de la réduction de l’impôt sur la fortune pour l’exercice concerné.

17. Variations des capitaux propres

Les variations des capitaux propres de la Banque sont résumées ci-dessous :

	Réserves							Total
	Capital souscrit	Réserve de prime d'émission	Réserves	Réserve	Réserve	Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	
			légales	impôt sur la fortune	totale			
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde au 31 décembre 2024	40'000'000	62'125'481	4'000'000	5'650'000	9'650'000	27'957'357	12'922'609	152'655'447
Répartition du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	4'000'000	4'000'000	8'922'609	(12'922'609)	-
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	10'691'293	10'691'293
Solde au 31 décembre 2025	40'000'000	62'125'481	4'000'000	9'650'000	13'650'000	36'879'966	10'691'293	163'346'740

La Banque présente les résultats et réserves non distribuables suivants, en application du règlement CSSF n° 14-02 relatif à la détermination des résultats et des réserves distribuables des établissements de crédit en cas d’évaluation à la juste valeur dans les comptes statutaires.

	Capital souscrit	Réserve de prime d'émission	Réserves légales	Réserve impôt sur la fortune	Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde au 31 décembre 2025	40'000'000	62'125'481	4'000'000	9'650'000	36'879'966	10'691'293	163'346'740
dont non distribuable	-	-	4'000'000	9'650'000	-	809'678	14'459'678

	Capital souscrit	Réserve de prime d'émission	Réserves légales	Réserve impôt sur la fortune	Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde au 31 décembre 2024	40'000'000	62'125'481	4'000'000	5'650'000	27'957'357	12'922'609	152'655'447
dont non distribuable	-	-	4'000'000	5'650'000	-	209'677	9'859'677

18. Positions en monnaies étrangères

La Banque détient les positions suivantes en monnaies étrangères au 31 décembre 2025:

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2025	Actif EUR	Passif EUR
CAD	8'358'760	8'323'327
CHF	129'120'077	58'344'751
GBP	267'911'155	268'300'324
JPY	32'561'886	32'465'635
NOK	4'198'030	4'176'797
SEK	7'673'613	7'608'142
USD	1'531'436'435	1'905'075'666
Autres monnaies	26'769'863	26'592'835
Total	2'008'029'819	2'310'887'477

La Banque détient les positions suivantes en monnaies étrangères au 31 décembre 2024 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2024	Actif EUR	Passif EUR
CAD	2'265'448	2'171'694
CHF	277'713'409	168'730'860
GBP	165'506'132	166'799'106
JPY	2'935'662	2'783'927
NOK	1'172'200	1'122'994
SEK	2'268'582	2'157'661
USD	1'323'242'749	1'431'890'139
Autres monnaies	9'448'108	8'917'478
Total	1'784'552'290	1'784'573'859

Les positions restantes en actifs et passifs sont détenues en EUR.

19. Passifs éventuels, engagements et services de gestion et de fiducie

19.1 Passifs éventuels

Les passifs éventuels comptabilisés hors bilan comprennent:

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Garanties émises 2025	13'089'943	3'740'988	21'719'274	38'550'205
Garanties émises 2024	9'408'257	5'800'500	21'892'309	37'101'066

Aucune garantie n'a été émise avec des parties liées en 2025 ou en 2024.

19.2 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan comprennent uniquement les engagements relatifs aux facilités de crédit irrévocables non utilisées. Aucun engagement hors bilan n'a été émis avec des parties liées en 2025 ou en 2024.

19.3 Autres engagements non comptabilisés hors bilan

La Banque, au 31 décembre 2025, présente les autres engagements suivants qui ne sont pas comptabilisés hors bilan:

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	3'865'848	13'072'837	6'694'948	23'633'633
Engagements correspondant aux paiements du contrat de bail	761'266	974'075	-	1'735'341
Total	4'627'114	14'046'912	6'694'948	25'368'974

La Banque, au 31 décembre 2024, présente les autres engagements suivants qui ne sont pas comptabilisés hors bilan:

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	2'982'576	14'045'592	9'365'387	26'393'555
Engagements correspondant aux paiements du contrat de bail	604'317	800'547	-	1'404'864
Total	3'586'893	14'846'139	9'365'387	27'798'419

La Banque a des engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles avec des parties liées, pour un montant de EUR 1'297'296 (2024 : EUR 2'469'082).

19.4 Services de gestion et de fiducie

La Banque a fourni les services de gestion suivants à des tiers au cours de l'exercice:

- gestion et conseil en placement;
- services d'administration des valeurs mobilières;
- opérations fiduciaires.

20. Compte de profits et pertes

20.1 Répartition des produits des intérêts et des commissions nets perçus par marché géographique

	2025	2024
	EUR	EUR
Luxembourg	29'247'210	26'935'064
Belgique	16'949'699	18'552'204
Espagne	12'051'542	12'396'614
France	20'175'662	20'198'652
Royaume-Uni	17'601'036	17'559'509
Italie	2'873'644	2'078'488
Total	98'898'793	97'720'531

20.2 Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières

Le résultat net sur les opérations financières se compose principalement des résultats des positions en swaps de change initiées par la Banque à des fins de gestion de la trésorerie et du bilan.

20.3 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont analysés comme suit:

	2025	2024
	EUR	EUR
Produits correspondant aux services fournis aux entités du Groupe	2'890'088	3'190'825
Produits correspondant à la fusion transfrontalière avec LO Gestión	-	1'663'225
Autres*	117'086	1'859'447
Total	3'007'174	6'713'497

* Les chiffres comparatifs du poste « Autres » ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres de 2025.

En 2025 et 2024, les produits correspondant aux services fournis aux entités du Groupe concernent principalement la refacturation des charges de personnel et des autres frais administratifs.

La Banque détenait 100% de Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C, S.A.U., une filiale située à Madrid en Espagne, jusqu'à la fusion transfrontalière des deux entités en 2024. La fusion a généré un gain de EUR 1'663'225 qui a été comptabilisé dans le poste « Autres produits d'exploitation » en 2024.

20.4 Autres frais administratifs

Les autres frais administratifs se composent de la manière suivante:

	2025	2024
	EUR	EUR
Immeubles	6'034'518	7'218'957
Frais de bureau	377'996	180'699
Autres frais administratifs	19'192'490	17'471'871
Total	25'605'004	24'871'527

Les autres frais administratifs se composent principalement des frais d'audit et de conseil d'un montant de EUR 4'067'301 (2024 : EUR 3'457'860), des coûts de services refacturés par les entités du Groupe Lombard Odier pour un montant de EUR 9'126'423 (2024 : EUR 8'313'408), des frais liés à la licence bancaire pour EUR 1'041'453 (2024 : EUR 669'602), dont les contributions au Fonds de garantie des dépôts Luxembourg pour EUR 61'018 (2024 : EUR 0), des frais d'adhésion, de marketing et de relations publiques pour EUR 1'120'056 (2024 : EUR 1'566'108), des fournitures de bureau et télécommunications pour EUR 678'305 (2024 : EUR 620'345), des frais de voyage et de représentation pour EUR 1'192'898 (2024 : EUR 1'125'217), des assurances pour EUR 576'112 (2024 : EUR 585'119) et des informations financières pour EUR 503'012 (2024 : EUR 652'905).

20.5 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation sont principalement liées à des erreurs opérationnelles survenues durant l'exercice en cours et les exercices précédents.

21. Informations relatives aux employés et à la Direction

21.1 Effectifs

Le nombre moyen d'employés au cours de l'exercice financier est détaillé ci-dessous :

	2025	2024
Haute direction	10	10
Responsables	135	130
Employés	78	84
Total	223	224

21.2 Membres des organes d'administration, de direction et de supervision

Les engagements au titre des rémunérations et des pensions versées aux membres de la Direction autorisée en fonction au cours de l'exercice sont les suivants: rémunération pour un montant de EUR 1'290'145 (2024 : EUR 1'785'723) et cotisations de retraite pour un montant de EUR 62'776 (2024 : EUR 77'643).

Aucun crédit et aucune avance, ni aucune garantie n'ont été consentis aux membres du Conseil d'administration ou de la Direction autorisée.

22. Honoraires versés au réviseur

Le montant total des honoraires accumulés et payés par la Banque au réviseur externe (hors TVA) est présenté ci-dessous :

	2025	2024
	EUR	EUR
Audit légal	410'037	398'858
- dont PwC Luxembourg	331'445	321'246
Services liés à l'audit	193'761	194'360
- dont PwC Luxembourg	62'801	62'801
Autres services non liés à l'audit admissibles	9'154	-
- dont PwC Luxembourg	9'154	-
Total	612'952	593'218

Les autres services non liés à l'audit admissibles concernent un atelier de nature générale fourni par PwC Luxembourg.

23. Impôt sur le résultat

La Banque est redevable de l'impôt sur les sociétés dans les pays où elle exerce ses activités. Le siège principal au Luxembourg et sa succursale de Belgique ont une assiette fiscale positive pour laquelle EUR 6'073'469 (2024: EUR 6'295'813) d'impôt courant et différé sur les sociétés ont été enregistrés.

La législation Pilier Deux a fait l'objet d'une adoption dans les juridictions où la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire de son siège et de ses succursales. La législation est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. La Banque est une Entité constitutive soumise à la loi Pilier Deux au Luxembourg du fait de son appartenance à un Groupe multinational conformément aux règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la mesure où son chiffre d'affaires consolidé est supérieur à EUR 750 millions. La Banque a estimé son exposition à l'impôt sur les bénéfices selon le Pilier Deux pour l'exercice 2025 sur la base des déclarations fiscales, de la déclaration pays-par-pays ainsi que des états financiers les plus récents. Selon l'analyse effectuée pour l'exercice 2025, dans les juridictions dans lesquelles la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire de son siège et de ses succursales, les taux effectifs d'imposition calculés conformément aux règles GloBE sont supérieurs à 15% ou, alternativement, les tests transitoires de protection « safe harbour » sont satisfaits. Par conséquent, la Banque ne devrait pas être assujettie à un impôt complémentaire dans ces juridictions.

La Banque, par l'intermédiaire de certaines de ses succursales, dispose des pertes fiscales reportables susceptibles d'être imputées sur de futurs bénéfices imposables. La Direction de la Banque a estimé que ces pertes fiscales non utilisées reportées s'élèvent à EUR 145'570'436* au 31 décembre 2025 (2024: EUR 139'817'564). Conformément au standard comptable applicable à la Banque, elle n'a pas enregistré d'actifs d'impôts différés au titre de ces pertes.

* Ce montant est susceptible de varier légèrement en fonction des déclarations fiscales relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025, qui seront déposées en 2026.

24. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus

Les autres impôts incluent, entre autres, la TVA non récupérable, les taxes professionnelles et les taxes foncières.

25. Contributions aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi relative aux mesures de résolution, de redressement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi du 18 décembre 2015 ») a été approuvée le 18 décembre 2015. La Loi du 18 décembre 2015 transpose dans le droit luxembourgeois deux directives européennes : la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts.

La Loi du 18 décembre 2015 remplace l'ancien système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (« Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg », AGDL) en introduisant un système fondé sur les contributions (« Fonds de garantie des dépôts Luxembourg », FGDL). Pour chaque déposant d'un établissement de crédit luxembourgeois (y compris ses succursales implantées dans d'autres pays de l'UE)*, le système couvre les dépôts admissibles jusqu'à EUR 100'000 et les investissements jusqu'à EUR 20'000.

La Loi du 18 décembre 2015 stipule également que les dépôts qui résultent de transactions spécifiques ou qui remplissent un objectif social ou sont liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100'000 pour une période de douze mois.

Le niveau cible du FGDL est fixé à 0,8% du montant des dépôts garantis des établissements de crédit concernés, comme stipulé à l'article 179 de la Loi du 18 décembre 2015, et a été atteint grâce aux contributions annuelles fin 2021.

Depuis cette date et pour une période de 8 ans, les établissements de crédit luxembourgeois ont poursuivi leurs contributions de sorte à constituer un coussin supplémentaire de 0,8% des dépôts garantis, comme stipulé à l'article 180 de la Loi du 18 décembre 2015.

Au 31 décembre 2025, la Banque avait versé une contribution de EUR 61'018 au FGDL (2024: EUR 0).

Le système de garantie des dépôts est complété au niveau européen par le Fonds de résolution unique (« FRU »), représenté au niveau luxembourgeois par le Fonds de Résolution Luxembourg (« FRL »).

Le 1^{er} janvier 2016, les fonds de résolution nationaux ont été fusionnés au sein du FRU.

Le montant provisionné du FRU doit atteindre au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1, alinéa 36, de la Loi du 18 décembre 2015, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participants. Ce montant a été collecté auprès des établissements de crédit au moyen de contributions annuelles versées entre 2015 et 2023.

Au début 2026, le Conseil de résolution unique (« CRU ») a vérifié si les moyens financiers à la disposition du FRU avaient atteint au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis ci-dessus. Le 13 février 2026, le CRU a annoncé que le niveau du FRU restait atteint à la fin 2025. En conséquence, sauf en cas de besoin, aucune contribution annuelle ne devrait être collectée jusqu'à la prochaine date de vérification, qui devrait intervenir au début 2027.

* Les dépôts effectués auprès d'une succursale d'un établissement de crédit agréée au Royaume-Uni sont garantis par le système britannique « Deposit Guarantee Scheme », géré par le Financial Services Compensation Scheme avec des mécanismes d'indemnisation spécifiques.

26. Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025 s'élève à 0,27% (2024 : 0,41%). Le rendement des actifs correspond au résultat net divisé par le total du bilan.

27. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement nécessitant un ajustement ou une communication dans les comptes annuels n'est survenu après le 31 décembre 2025.

contacts.

LUXEMBOURG

Lombard Odier (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg

Etablissement de crédit supervisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

BRUXELLES

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale de Belgique¹ Avenue

Louise 81 · Boîte 12 · 1050 Bruxelles · Belgique **ANVERS**

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale de Belgique · Bureau d'Anvers¹

Uitbreidingstraat 72 · 2600 Berchem · Belgique

Etablissement de crédit supervisé en Belgique par la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA). RPM Bruxelles 0500.864.745.

LONDRES

Lombard Odier (Europe) S.A. UK Branch¹

48 Dover Street · London · W1S4FF · United Kingdom

La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.

MADRID

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España¹

Paseo de la Castellana 66 · 4^a Pl. · 28046 Madrid · España

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

MILAN

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia¹

Via della Spiga 30 · 20121 Milano · Italia

Etablissement de crédit supervisé en Italie par la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

PARIS

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France¹

8, rue Royale · 75008 Paris · France RCS

PARIS B 803 905 157

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n°23/12 – Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907. Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CM002. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

¹ Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg et autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

nous contacter.



Ce rapport est publié en français et en anglais.

INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport concerne toutes les entités de Lombard Odier (Europe) S.A. (« Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel rapport.

Etats-Unis: ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés ou distribués aux Etats-Unis ou remis à une US-Person.

Le présent rapport ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données : en tant que destinataire de cette communication, veuillez noter que nous traitons vos données personnelles, notamment potentiellement à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe: Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, Chemin Messidor 1, 1293 Bellevue, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site Internet www.lombardodier.com/fr/privacy-policy.

Publication avril 2026.

© 2026 Lombard Odier (Europe) S.A. – tous droits réservés. Réf. LOESA-FI-fr-012026.

